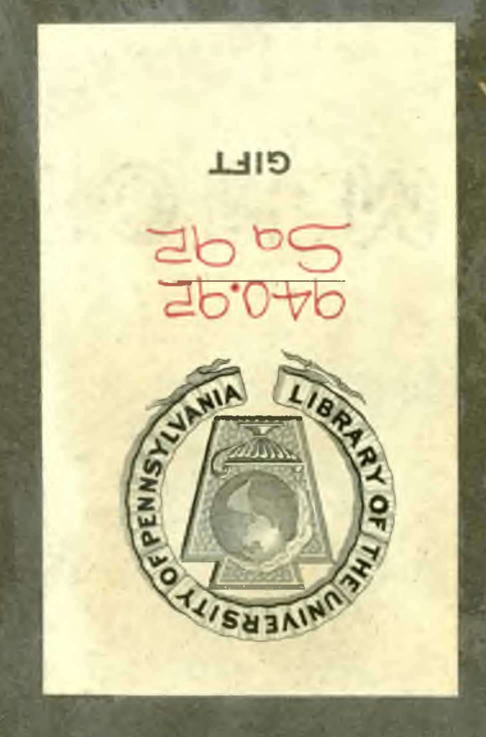
Savadjian, Léon
(La) Bulgarie à la
conférence de
la paix


GIFT
940.92
Sa 92
LIBRARY OF THE UNIVERSITY OF PENNSYLVANIA

LÉON SAVADJIAN
DIRECTEUR DE LA REVUE DES BALKANS

LA BULGARIE
A LA
CONFÉRENCE DE LA PAIX



« LES PLÉNIPOTENTIAIRES BULGARES SONT CONVOQUÉS POUR LE 25 JUILLET. »

(LES JOURNAUX)

PARIS
EDITION DE LA " REVUE DES BALKANS "

LÉON SAVADJIAN
DIRECTEUR DE LA REVUE DES BALKANS

LA BULGARIE
A LA
CONFÉRENCE DE LA PAIX



« LES PLÉNIPOTENTIAIRES BULGARES SONT CONVOQUÉS POUR LE 25 JUILLET. »

(LES JOURNAUX)

PARIS
EDITION DE LA " REVUE DES BALKANS "

Cet Ouvrage a été écrit le lendemain de la décision prise par les Gouvernements alliés et associés de convoquer, pour le 25 juillet, les plénipotentiaires bulgares La plupart des documents et des citations qu'il contient sont inédits pour le public français et offrent un intérêt particulier au moment même où les mandataires bulgares vont mettre pied sur le sol de France.

AVANT-PROPOS

Après la conclusion de la paix avec l'Allemagne et la remise des conditions au chancelier de l'Autriche, le Gouvernement bulgare est invité à envoyer ses plénipotentiaires pour prendre contact avec les puissances victorieuses.

C'est donc le tour de la Bulgarie. La Prusse des Balkans — qui voulait voir l'anéantissement du monde pour établir son hégémonie sur les Balkans — aura à se présenter devant la Conférence de Paris, avec toutes ses charges de trahisons, de crimes et de férocité. Aux plénipotentiaires bulgares incombera la tâche ingrate de porter à la connaissance du peuple bulgare la sentence que ses crimes et ses trahisons lui avaient justement méritée.

Nous ne savons pas si cette sentence sera suffisamment sévère, si elle répondra aux vœux des peuples balkaniques de se voir préserver d'une future agression bulgare, si enfin ces peuples de héros qui ont souffert avec les armées du Droit, pour le triomphe du Droit, auront la force suffisante pour faire respecter au peuple bulgare l'ordre de liberté et de justice qui s'élève sur le monde.

Ce que nous savons c'est que les plénipotentiaires bulgares, en route pour Paris, sont chargés par le gouvernement de Sofia de défendre le point de vue bulgare sous sa forme impérialiste la plus intense et que l'intrigue s'ajoutera au mensonge afin de pouvoir saboter l'œuvre de l'Entente dans les Balkans. Une propagande sans scrupules et sans bornes est déja mise au service de la cause bulgare dans tous les pays de l'Entente.

Notre livre est destiné à combattre cette propagande. C'est un appel à la conscience humaine, un exposé et un avertissement.... Ce livre qui n'a nullement les prétentions d'épuiser tous les crimes à la charge de la Bulgarie, tache simplement de démontrer la politique et la mentalité d'un peuple qui ne vit que dans la pensée constante d'imposer sa domination sur les Balkans afin de rétablir l'esclavage des siècles les plus reculés. Ce livre désire avertir le monde que, malgré sa défaite la Bulgarie n'entend pas baisser la tête, qu'au contraire, elle marche, par les mêmes procédés et sur les mêmes pas, vers l'impérialisme éhonté qui fut de tout temps sa politique et sa doctrine. L'intrigue et le mensonge sont toujours vivants et pendant que M. Ghéchoff se courbe hypocritement devant les alliés, protestant de sa sincérité et sa loyauté, le gouvernement bulgare combine des projets néfastes contre ses voisins.

Tout le monde y travaille à Sofia et on espère réaliser par l'intrigue ce que la guerre

n'a pu apporter à la Bulgarie, on croit, par de nouvelles alliances, pouvoir fomenter une nouvelle guerre à une époque où le monde, fatigué, laisserait faire. Les millions bulgares sont en proie à une propagande effrénée et des questions susceptibles de créer la confusion dans les esprits, telle l'idée d'une Confédération balkanique ou le chantage d'une Macédoine autonome, sont invoquées par les propagandistes bulgares dans le but manifeste d'induire en erreur ceux qui cherchent à régler la question balkanique à la satisfaction générale des peuples des Balkans. En même temps, à la frontière grecque. à la frontière serbe, on signale des incursions de comitadjis, tandis qu'en Bulgarie le gouvernement de Todoroff ergotte sur les clauses de l'armistice et entrave l'œuvre des Alliés vainqueurs. Dans les écoles, dans les lieux publics, au Parlement et même dans les églises, on ne songe qu'à restaurer la grande Bulgarie de San-Stéfano et dans les casernes bulgares on n'entend que le cliquetis des armes, prélude d'une nouvelle guerre que les Bulgares préparent de la main gauche, main de fer, en même temps qu'ils tendent aux Alliés, la main droite, vêtue de velours... ensanglantée.

Le militarisme bulgare prépare ses nouveaux crimes avec l'arrogance que l'on connaît. Le militarisme bulgare prépare une nouvelle guerre, guette l'occasion pour se jeter de nouveau sur ceux qui l'ont vaincu, mais non supprimé. Avant de sombrer dans le gouffre du

désarroi social la Bulgarie tentera encore une aventure qui pourrait coûter chère à ceux-là mêmes qui lui laisseront la possibilité de revenir sur ses anciennes méthodes.... Les hommes d'Etat bulgares sapent les fondements de la paix sans tenir compte des obligations auxquelles la Bulgarie a été astreinte par le fait même de sa capitulation. Au lieu de renvoyer loyalement une armée qui ne lui apporta jamais que la défaite et la ruine, le gouvernement bulgare renforce, et ceci malgré les stipulations de l'armistice, cette même armée et entretient parmi ses soldats l'esprit prussien, l'esprit de conquête et d'oppression.

Par cette politique d'impérialisme monstrueux, la Bulgarie ouvre le chemin d'une ère nouvelle, non pas une ère de paix et de prospérité, mais une ère de catastrophes et de misère. Pendant que le monde tout entier se prépare à exploiter les bienfaits de la paix, la Bulgarie, elle, songe à refaire ce que depuis 1915 ne lui ait pas réussi.

Les Puissances du Droit laisseront-elles par une politique d'indulgence inexplicable, s'affermir cet état de choses qui risque de saboter la paix tout entière, la paix que des millions d'êtres humains ont payé de leur sang et de leur vie.... Les Puissances du Droit laisseront-elles la Bulgarie jouer impunément avec le sort de la péninsule, laisseront-elles l'esprit prussien qui anime le peuple bulgare se développer sur une base nouvelle avec une force nouvelle contre la paix et contre le Droit?

Nous ne le croyons pas!... Nous ne voulons pas le croire... Nous nous refusons d'admettre un règlement de la question bulgare qui ne tiendrait pas compte des aspirations légitimes des serbes, des grecs et des roumains!...

LA PRÉMÉDITATION BULGARE

Les plénipotentiaires bulgares se présenteront à la Conférence de la Paix avec toute une littérature de justifications et d'excuses que nous trouvons déjà dans les récits de la propagande bulgare, répandus à l'étranger depuis le jour de la capitulation bulgare.

Deux points principaux dominent la discussion. Tout d'abord les bulgares cherchent à nous convaincre que la participation de la Bulgarie aux côtés des Empires Centraux ne répondait aucunement aux aspirations et aux sentiments du peuple bulgare ; que cette participation fut l'œuvre personnelle de Ferdinand et de Radoslavoff.

Nous avons devant nous des documents irréfutables et nous pouvons affirmer que la politique allemande du Dr Radoslavoff lui a été indiquée par un fort courant populaire. Les efforts des puissances de l'Entente de détourner la Bulgarie de la voie où elle allait s'engager ont été brisés par le peuple bulgare lui-même dont la décision de lier son sort avec celui des Centraux était définitive et inébranlable.

« L'opposition qui se manifeste par-ci, par-là, contre la politique du Dr Radoslavoff, a déclaré le député bulgare

Daskaloff, (séance du 20 IV 1915) ne constitue qu'une manœuvre politique dont nous connaissons l'origine. Les « ententophiles » bulgares savent bien que le peuple bulgare tout entier est derrière M. Radoslavoff et que notre politique de collaboration étroite avec les Empires Centraux est la seule politique que la Bulgarie peut suivre raisonnablement ».

Le député Daskaloff ne se trompait point. MM. Ghéchoff, Malinoff, Daneff, etc., etc. qui avaient des griefs personnels contre M. Radoslavoff savaient bien que leurs rares manifestations anti-allemandes n'étaient partagés même pas par leurs partisans. D'ailleurs ces hommes d'Etat que l'on a considéré quelquefois comme « ententophiles » jetèrent le masque le lendemain de l'intervention bulgare et furent, durant la guerre, les collaborateurs les plus précieux des Empires Centraux.

Le 30 août 1915, le groupement narodniak de Varna (dont M. Ghéchoff est le chef) a voté une résolution invitant ses chefs de ne pas se départir du bon sens et de ne pas chercher à entraver l'action projetée aux côtés des Empires Centraux.

Le peuple bulgare a été donc attaché aux Empires Centraux dans son âme et sa conduite, depuis 1915, n'était que la confirmation de cet état d'esprit nettement défini.

Ceci fut constaté par l'organe de M. Radoslavoff qui, le 6 juillet 1916, écrivait que « la politique du Dr Radoslavoff a été couronné de succès et est devenue la politique non seulement du parti libéral mais aussi du peuple bulgare tout entier... ».

Dnevnik, le plus grand quotidien de Sofia écrivait le 9 mai 1916 :

... « Notre alliance avec les Puissances Centrales et avec la Turquie a été une suite logique de notre passé historique et c'est pour cela qu'on ne peut rien y trouver de factice ni de mal calculé... ».

L'organe du principal parti de l'opposition, *Mir*, de M. Ghéchoff, écrivait le 24 mars

1916, c'est-à-dire pas même un an après l'intervention bulgare :

... « Lorsque la Bulgarie eut proclamé la mobilisation, les cercles de l'Entente croyaient sincèrement à une Révolution dans le pays. Même aujourd'hui. ils ne sont pas guéris de cette illusion et leurs journaux ne cessent de parler d'émeutes et de révolution. L'Entente a payé extrêmement cher son erreur parce que c'est l'intervention bulgare qui a causé la débâcle de l'armée serbe et qui a ouvert à l'Allemagne la route de tout l'Orient »....

La Vossische Zeitung du 7. I. 1917, écrit :

« On peut considérer comme certain que la Bulgarie poursuivra les tendances actuelles de sa politique non seulement jusqu'à la conclusion de la paix mais encore longtemps après sans tenir compte du fait que la Bulgarie soit dirigée par le cabinet actuel de M. Radoslavoff ou par un autre ministère ».

Le Président du Parlement bulgare M. D. Vatcheff a fait au rédacteur de *Neue Freie Presse* (17. I. 1917) cette importante déclaration qui se passe de tous commentaires :

« Notre peuple est sincèrement avec l'Alliance Centrale. La politique bulgare qui a relevé la Bulgarie aux puissances Centrales a une racine profonde dans l'âme du peuple bulgare. La Bulgarie continuera cette politique après la guerre. Pour le moment notre peuple est plein de confiance : il luttera vaillamment tant que l'Alliance centrale n'arrivera pas à la paix par les armes ».

L'intervention bulgare aux côtés des Empires Centraux, dictée par les sentiments et l'esprit du peuple bulgare a été officiellement établie par les traités conclus avec l'Autriche-Hongrie en 1914 et 1915.

« Au terme du traité de septembre 1914, écrit M. Auguste Gauvain dans le *Journal des Débats*, l'Autriche-Hongrie et la Bulgarie s'engagent « à suivre une politique amicale et à se prêter un appui constant ». La première de ces puissances garantit à la seconde son indépendance politique et son intégrité territoriale ; la seconde promet « de mettre en action toutes ses forces » en faveur de la première dans le cas où celle-ci serait attaquée par un Etat limitrophe de la Bulgarie. L'Etat ainsi visé était la Roumanie. C'est par ce moyen qu'on empê-

cha la Roumanie d'intervenir dans la guerre jusqu'en août 1916. Cela se devinait alors aisément. L'Entente aurait dû se préoccuper de parer le coup en préparant une action combinée contre la Bulgarie. Elle préféra négocier avec les hommes de Sofia comme s'ils étaient encore libres. En vain protestâmes-nous en montrant que ces négociations avaient, du côté bulgare, pour unique objet de nous brouiller avec nos amis serbes et grecs, aux dépens de qui nos négociateurs traitaient. Les conditions posées par M. Radoslavof étaient combinées de manière qu'elles fussent irréalisables, comme l'ultimatum Berchtold à la Serbie fut rédigé de sorte qu'aucun gouvernement serbe ne pût se résigner à l'accepter.

Le second traité austro-bulgare fut conclu à la veille de l'attaque de la phalange Mackensen contre la Serbie. L'Autriche-Hongrie — derrière laquelle il faut toujours voir l'Allemagne — se trouvait alors obligée de reconnaître à la Bulgarie des agrandissements territoriaux précis. Elle s'était abstenu jusque-là de le faire parce qu'elle savait que cela rendrait beaucoup plus difficile la paix avec l'Entente. Mais, au milieu de 1915, elle n'avait plus le choix. Battue à plusieurs reprises par les Serbes, il lui fallait à la fois le secours allemand et le secours bulgare. Elle devait payer l'un et l'autre. Elle paya le premier par la vassalité, et le second avec des territoires serbes et grecs. A la fin de septembre 1913, les cabinets de l'Entente s'entêtaient à ne pas croire à ces arrangements. Tout proclamait que la Bulgarie préparait un grand coup.

Et oui, le peuple bulgare a prémédité la guerre parce qu'il avait la foi aveugle en la puissance des Empires Centraux, parce qu'il avait cru que la victoire de la Prusse lui permettrait de s'étendre de la Mer Noire à l'Adriatique, du Danube à la Mer Egée.

C'est ce sentiment intime qui guida la Bulgarie dans le choix de son attitude, ce sont les ambitions démesurées de tout un peuple soigneusement nourri d'un chauvinisme excessif.

LE MASQUE TOMBE

Le Gouvernement bulgare qui plaide aujourd'hui non coupable devant la Conférence de la Paix, porte avec tous les prétendus « ententophiles » bulgares une grave responsabilité vis-à-vis de l'Entente. Cette responsabilité réside dans l'action même des « ententophiles » bulgares durant la guerre. Le lendemain de l'intervention bulgare aussi bien MM. Ghéchoff et Daneff que Malinoff et Sakyzoff jetèrent le masque et depuis, leurs efforts ne tendaient qu'affermir l'alliance bulgaro-allemand pour le triomphe du Roi de Prusse. Le comble, c'est que ces Messieurs osent aujourd'hui évoquer leur « ententophilie », osent proclamer effrontement en face du monde que jamais ils ne s'étaient départis de leurs devoirs envers la cause de l'Entente. Mensonge, trois fois mensonge. Les documents que nous possèdons opposent un démenti formel aux assurances d'amitié venant de Bulgarie et le Président du Conseil bulgare, M. Todoroff ment grossièrement lorsqu'il proclame son « ancienne fidélité » à l'Entente.

Le 18 juillet 1916, à un moment où le peuple bulgare semblait se décourager de la

prolongation indifinie de la guerre, ce fut M. Todor Todoroff, aujourd'hui Président du Conseil, qui adjura le peuple bulgare de ne pas fléchir mais de poursuivre fermement sa lutte aux côtés des Empires Centraux.

Dans un discours prononcé ce même jour au Parlement bulgare, M. Todoroff a déclaré :

« Le Gouvernement bulgare s'est entendu avec les Empires Centraux. En le faisant il ne s'est pas engagé tout seul, mais il a engagé la responsabilité du peuple bulgare tout entier. Nous devons veiller tous à ce que l'œuvre commencée *avec les Allemands soit menée à bonne fin*. Lorsque notre voiture arrive devant une rivière, nous pouvons apprécier en toute liberté *par quel gué il sera plus facile de traverser*. Mais une fois le véhicule engagé sur un gué et quand il se trouve au beau milieu de la rivière, il faut employer toutes ses forces pour atteindre la rive opposée ».

La formule est belle, observe judicieusement le Dr Kuhne, elle a même un air distingué et pourrait séduire ceux qui ignorent que le parti populaire ne s'est pas contenté de remplir loyalement ses devoirs civiques et patriotiques, mais il a voulu rivaliser d'ardeur, dans le cours nouveau de la politique, avec ceux qu'il considérait en août 1915 comme de néfastes aventuriers

Quant à Todoroff, il n'a pas posé la question telle qu'elle se présentait en fait.

Quand la voiture se trouve au milieu de la rivière, il est certainement beaucoup plus important de lui faire atteindre la rive que de se demander par quel gué on y peut arriver. Mais au-dessus de la question : *Par quel gué ?* il y a la question : *Vers quelle rive ?* Si Guéchoff et Todoroff se proposent, en politique nationale, les mêmes buts que Radoslavoff, il est com-

préhensible qu'ils se soient mis d'accord assez vite sur les moyens de les atteindre. *Il n'y avait même qu'un seul gué, et c'était celui choisi par Radoslavoff*. S'il en était autrement pourquoi M. Todoroff n'avait-il pas cherché à orienter la voiture vers la rive de l'Entente ? Pourquoi n'avait-il pas chercher d'utiliser le fléchissement qui s'était manifesté en Bulgarie pour orienter le peuple vers la politique contraire aux allemands ? M. Todoroff a préféré être agent de l'Allemagne et personne en Bulgarie ne pouvait rendre un meilleur service aux Empires Centraux que celui rendu par lui avec ses manifestations pour la lutte « jusqu'au bout » aux côtés des allemands.

Et M. Ghéchoff ? Celui même qui se confond aujourd'hui en déclarations de loyalisme et de fidélité à l'Entente ? N'a-t-il pas déclaré en 1916 (voir *Outro* du 26. XII) afin de soutenir le moral du peuple bulgare, que l'impression recueillie en Autriche est que la monarchie danubienne pourra continuer la guerre jusqu'à la victoire finale ? Son organe n'a-t-il pas écrit, sous sa responsabilité, le 3 janvier 1917, que les pleurs de l'Entente sur le sort des petites nations n'est qu'une hypocrisie sans pareille ? Et le 3. III. 1917 :

« Nous autres bulgares nous avons terminé notre besogne excellement sur tous les fronts ».

M. Ghéchoff lui même n'avait-il pas écrit, sous sa signature (14 janvier 1916) à une époque où l'Allemagne paraissait victorieuse sur tous les fronts :

« Instrument des destinées mondiales, le peuple bulgare contribue à déterminer le sort prochain du monde ».

Contribue à la victoire allemande, n'est-ce pas, M. Ghéchoff ?

Tandis que le Dr Boris Vazoff, leader du parti de MM. Ghéchoff et Todoroff, affirmait solennellement que :

« Le peuple bulgare se rapproche étroitement du peuple le plus civilisé du monde, le peuple Allemand ».

Le 20 mars 1916, l'organe de M. Ghéchoff, le *Mir*, écrivait encore :

« ***Nous devons tous tenir à ce que nos relations avec les Empires Centraux soient bonnes*** parce qu'il n'y a que cette politique de notre Etat qui soit possible maintenant. ***Tout ce qui est de nature à gâter les bonnes relations avec nos alliés doit être écarté*** ».

Alexandre Malinoff qui prit le pouvoir à la chute de Radoslavoff et qui était considéré comme le chef de l'opposition bulgare « favorable » à l'Entente, ne fut pas moins fidèle aux Empires Centraux. Le parti démocrate dont il est le chef cherche aujourd'hui, à l'instar du parti narodniak, à convaincre le monde que pendant la guerre il n'a fait que défendre les intérêts de l'Entente. Evidemment c'est faux. Ni Alexandre Malinoff, ni son parti n'avaient songé, en aucun moment de la guerre, à détourner la Bulgarie de son chemin pour l'orienter vers les puissances de l'Entente.

Alexandre Malinoff lui-même, le jour de son arrivée au pouvoir a déclaré stupides les espoirs que les puissances de l'Entente nourrissaient en lui.

Interviewé par M. Mario Passarge, correspondant du *Vossiche Zeitung* (reproduit dans

l'*Echo de Bulgarie* du 12 juillet 1918), M. Malinoff a dit :

« Sur quoi les journaux français fondent-ils leurs espoirs et à quoi est due la grande et surprenante réserve que témoigne la presse alliée dans l'appréciation de mon Cabinet ? N'ai-je pas déclaré catégoriquement au Sobranié avant encore d'être nommé à la tête du gouvernement, que la politique extérieure actuelle est une nécessité d'Etat de tout premier ordre ? Saper les fondements de cette politique serait ruiner les assises mêmes de l'avenir bulgare. J'ai à plusieurs reprises souligné ma fidélité aux Empires Centraux. Je tiens pour un insensé politique tout patriote bulgare qui envisagerait, ne fût-ce seulement comme une simple possibilité un changement de cette politique ».

Quelques jours auparavant M. Malinof attaquait M. Radoslavoff pour avoir affirmé qu'il était le germanophile le plus acharné. M. Ghéchoff faisait la même protestation demandant pour lui aussi l'honneur d'être un germanophile acharné. Et le Ministre de l'Agriculture du gouvernement Malinoff déclarait à M. Passarge (rapporté par l'organe de M. Malinoff, Preporetz) :

« Partout où vit le peuple bulgare s'élèveront des monuments pour l'Empereur Guillaume qui laisseront dans l'ombre celui du tsar libérateur ».

Au chancelier Hertling, M. Malinoff télégraphiait ce qui suit :

« Ayant devant les yeux les intérêts de la nation bulgare ainsi que les traités d'alliance et les conventions existant entre nous, je suis fermement résolu à toujours poursuivre la politique pour les buts sacrés de laquelle nos braves soldats combattent de toutes leurs forces sur de glorieux champs de bataille ».

Pendant la guerre même, M. Malinoff a prononcé au Sobranié plusieurs discours en faveur de la lutte aux côtés de l'Allemagne.

« L'Allemagne, a dit le chef des démocrates le 29 décembre 1916, mène une guerre défensive et constituera un membre modéré dans la ligue future pour l'entretien de la paix ».

Ce sont là des manifestations publiques et M. Malinoff peut difficilement nous convaincre de son « ententophilie » de vieille date.

Les autres partis politiques en Bulgarie et notamment les progressistes, les agrairiens, les radicaux, sans parler des trois fractions libérales (Radoslavoff, Tontcheff, Ghénadieff) ont également été entièrement fidèles à l'alliance centrale et travaillaient ardemment à la réalisation de la victoire allemande.

Les socialistes bulgares qui comptent aujourd'hui sauver la Bulgarie, en proclamant à leur tour leur ancienne « fidélité » à l'Entente, n'ont été, eux aussi, que des instruments fidèles de l'impérialisme allemand et partant, à l'impérialisme bulgare. Au cours de la grande guerre nous avons de nombreuses manifestations socialistes contre la France et l'Angleterre et ouvertement en faveur de la Prusse.

Le D[r] Sakaroff, leader des socialistes larges, a déclaré à un rédacteur de la *Neue Freie Presse* (numéro du 27 avril 1917) :

« La social-démocratie bulgare souhaite les liens les plus intimes, économiques comme politiques, avec les puissances centrales ».

Le jour du départ pour Stockholm des délégués de la social-démocratie bulgare, le journal ultra-bourgeois *Zaria,* du 29 avril 1917, écrivait :

« Nos socialistes bulgares partent aujourd'hui pour Stockholm. En bons fils de leur patrie, ils sauront justifier la large confiance de leurs compatriotes ; ils sauront devenir de bons interprètes des sentiments dont s'inspire dans cette guerre effroyable le peuple bulgare qui combat ».

Et oui, les socialistes bulgares ont été des bons patriotes et leur patriotisme résidait dans le vote régulier du budget et dans l'affirmation de leur fidélité aux Empires Centraux.

Un rédacteur du journal *Outro* a reçu (numéro du 3 mai 1917) la déclaration suivante des délégués socialistes bulgares à la Conférence de Stockholm :

« Quoique loin de la Bulgarie nous sommes fermement convaincus à ne jamais oublier que nous représentons le peuple bulgare. Nous déclarerons qu'on doit reconnaître à la Bulgarie le droit de gouverner en Macédoine, en Dobroudja et en général dans les pays qu'elle a su conquérir au prix de tant de sacrifices ».

D'ailleurs le comte Reventlow, le fougueux pangermaniste allemand a tenu lui-même à rendre hommage aux socialistes bulgares. Dans la *Deutsche Tageszeitung* du 2 mai 1917, il dit :

« Le socialiste bulgare n'est pas corrompu par l'internationalisme ; pour lui, la puissance, la base de tous les buts internationaux, réside dans la *force* nationale. Nous souhaitons aux socialistes allemands de s'inspirer du même sens politique et du même instinct national que les socialistes bulgares ».

On suppose ce qu'a dû être l'attitude des socialistes bulgares durant la guerre pour mériter un hommage public de la part d'un des chefs du pangermanisme.

Eh bien ! Lorsqu'on a soutenu pendant trois ans l'esprit guerrier du peuple bulgare, lorsqu'on a entretenu en lui le sentiment de haine contre les puissances du Droit, on n'a pas le droit de venir aujourd'hui jurer fidélité à ces puissances. C'est un serment faux !... Les puissances de l'Entente ne seront pas dupes des élucubrations des différents groupements politiques et sauront mettre à leur place tous ceux

qui proclament leur amitié de « vieille date », après avoir tiré dans le dos de la France, de l'Angleterre et de l'Amérique.

Quand aujourd'hui, M. Ghéchoff, M. Malinoff, M. Todorof ou tout autre homme d'Etat bulgare déclare, à la Conférence de la Paix, avoir été l'ami fidèle de l'Entente, contre les Empires Centraux, le monde civilisé a le droit de s'écrier :

M. Ghéchoff, M. Malinoff, M. Todorof, vous mentez !.....

LES BULGARES INSULTENT LES ALLIÉS

Le Gouvernement bulgare et sa propagande cherchent à convaincre le monde que jamais le peuple bulgare n'a éprouvé un sentiment de haine et de mépris contre les puissances de l'Entente : qu'au contraire l'opinion publique bulgare n'a cessé, durant la guerre, à professer des vives sympathies pour les grandes démocraties occidentales.

En voilà encore un mensonge. Si les plénipotentiaires bulgares n'auront à appuyer la cause de la Bulgarie que sur les assurances de leur gouvernement et les écrits de leur propagande, ce sera encore une preuve, quoique nous n'en avons plus besoin, que la cause bulgare n'est qu'un tissu de mensonges et d'effronteries.

Nous avons sous les yeux un tas de documents, d'écrits, de discours, etc., etc., émanant de journaux et d'hommes les plus autorisés de Sofia. Nous avons des poésies signées par les écrivains bulgares les plus célèbres. Les Français, les Anglais et leurs alliés y sont traités de

brigands et de dépravés, y sont accusés d'être les auteurs responsables de la guerre.

L'organe du Président du Conseil Radoslavoff, *Narodni Prava*, écrivait le 7 février 1917, un article dont voici la teneur :

« La situation est illustrée ainsi : d'un côté se trouvent les allemands — géants généreux agitant leurs poings, et de l'autre — les alliés, des individus sales, ensanglantés, la mâchoire brisée et mutilée qui, dans un sentiment d'emportement, rugissent comme des bêtes et crient aux géants : frappez donc !... Les Allemands leurs disent : « Nous vous avons brisé les mâchoires, nous vous avons cassé les dents. Vous baignez dans votre sang. Vous puez, vous nous répugnez. Ne nous forcez pas encore à tremper nos mains et nos pieds dans votre sang fétide. Votre bave nous repousse ». Non, disent les alliés, et, soutenus les uns par les autres, ces bandits déchus par la misère disent : frappez donc !.... Voilà la réalité effroyable de la situation actuelle. Dans cette guerre il n'y a qu'un seul salut, et ce salut se trouve dans notre force.

« Les hommes d'Etat de l'Entente se trouvent dans une triste situation. Les personnes qui ont encore un idéal savent qu'il ne reste qu'un geste louable aux dirigeants de l'Entente, celui de braquer un revolver contre leur tempe et de se brûler la cervelle. Qui ne sait maintenant que les Anglais, véritables bandits, sont devenus assez fous pour avoir l'idée de conquérir avec d'autres bandits toutes les richesses de l'Europe ».

Dnevnik, quotidien indépendant, du 26 avril 1917, écrit :

.... « Dans tous les cas le cynisme bulgare de viser à son union est moindre que les tendances de la France de s'emparer de l'Alsace et la Lorraine. Car nous ne nous sommes pas servis de notre idéal national pour aspirer à des territoires étrangers... ».

L'organe du Gouvernement bulgare, les *Narodni Prava*, écrivait le 4 septembre 1917 :

« Oui, les lords de Londres, les banquiers de Paris, les satrapes de Pétrograd auraient bien voulu que nous versions notre sang pour eux. Des millions ont été répandus et d'autres millions étaient prêts à être distribués ; mais le Bulgare ne devient pas l'instrument d'autrui. Les Bulgares sont heureux d'avoir comme alliés l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie.

« Ils se figurent que la Bulgarie n'a point de défenseurs dignes d'elle, mais que ce ne sont que des individus payés et ramassés dans les taudis londoniens et parisiens, des apaches, des voleurs, des assassins ».

La *Kambana* du 27 janvier 1917 dit :

« Pour l'Angleterre il n'est plus question d'idéal, mais le matérialisme et l'égoïsme est au premier plan.... L'intérêt que l'Angleterre portait aux peuples opprimés n'existe plus. L'Angleterre est l'allié d'un Etat dont le but est, depuis des siècles, de subjuger et d'anéantir les petits peuples ».

Les insultes contre les puissances de l'Entente devenaient de plus en plus grossières au fur et à mesure que la fortune souriait aux armées des Empires Centraux.

L'Historien bulgare N. Ionkoff-Wladikine, écrivait dans le journal *Kambana* du 10 octobre 1917 :

« La France républicaine a fait faillite plusieurs fois *en mangeant l'argent de ses créanciers.* La Russie de même... La guerre actuelle exige de l'argent et il n'y en a plus ni à Paris, ni à Pétrograd où l'on a toujours été sans un sou et où l'on a toujours vécu de crédit. L'Angleterre se propose déjà de fermer sa bourse. Il ne faut pas oublier non plus que le Français est l'être le plus parcimonieux du monde ; et maintenant qu'il est devenu l'esclave de la Grande-Bretagne jusqu'à mendier à Londres, comme un gueux, une somme minime, *on est devenu inconscient à Paris ; cette ville s'est transformée en une maison de fous où chaque Français se sent plus glacé que les glaces du Pôle Nord. Une fièvre terrible secoue les Français.*

« Oui, la France des sans-culottes et des démagogues : la France des hommes politiques haïssables qui marchandent avec l'indépendance et la liberté des peuples ; la France des hypocrites, des parjures, des escrocs, la France esclave du despotisme sibérien, — cette France a reçu la punition que ses actes lui ont méritée.

« En Bulgarie, on croit que les lois de la logique sont identiques aux lois universelles et qu'ainsi les méchants recevront ce qu'ils méritent. *Devant nous gisent les cadavres enterrés de la Serbie et du Monténégro ; on creuse actuellement la tombe des Roumains, tandis que le Français porte dans sa poitrine une âme morte. Celà nous suffit* ».

Nous pouvons continuer nos citations à loisir. Il nous faudrait des tomes entiers pour contenir tout ce que les Bulgares ont dit contre les alliés et particulièrement contre la France et

contre l'Angleterre. L'Amérique elle-même n'a pas été épargnée. On l'a traité de nation intéressée, mêlée dans le conflit uniquement pour satisfaire les intérêts de la haute finance américaine. Le Président Wilson lui-même a fait l'objet de nombreuses caricatures. On a voulu ridiculiser ses principes, on est allé même jusqu'à le représenter comme personnellement intéressé dans des grandes entreprises européennes, ce qui l'aurait déterminé de rentrer en guerre contre les Empires Centraux. Ces stupidités ont trouvé un écho favorable dans tous les milieux bulgares, et il. est bon de les rappeler aujourd'hui au moment même où la Bulgarie s'adresse « à la nation chevaleresque » et demande l'application des principes qu'elle ridiculisait hier encore.

LES CRIMES BULGARES

La conscience des plénipotentiaires bulgares à la Conférence de la Paix sera bien chargée. Les crimes, commis par la Bulgarie pendant l'occupation des territoires serbes, grecs et roumains, sont très nombreux et particulièrement monstrueux pour qu'une conscience puisse les dissimuler. Le monde civilisé qui a frémit d'horreur devant la monstruosité des crimes bulgares demandera aujourd'hui dans la ville lumière, des comptes aux bourreaux.

En Macédoine serbe, en Macédoine grecque, partout où l'armée bulgare avait la charge de l'occupation ce fut un régime de terreur et de persécution, de massacres et de destructions qui dépassent les bornes de l'imagination.

Les crimes bulgares sont attestés par de nombreuses enquêtes impartiales, par des documents tirés des archives bulgares, par des récits mêmes de la presse bulgare.

M. Todor Todoroff, chef du gouvernement actuel en Bulgarie a reconnu partiellement les crimes bulgares. Dans sa lettre N° 3113 du 27 décembre 1918 adressée au général Chrétien pour lui annoncer l'institution d'une commission d'enquête, il est dit, entre autre :

« Le dossier prétend que 41 prêtres serbes ont été tués dans la région de Sourdoulitza, département de Vrania. La commission a constaté qu'en effet quelques prêtres serbes ont

été tués dans cette région. Leur nombre exact et leurs noms ne pourront être cependant constatés et établis que plus tard... D'aprés l'avis de la commission, la responsabilité pour ces crimes incombe au colonel Kalkandjieff, commandant le 4e régiment d'infanterie, au commandant Ilkoff, aux lieutenants Youroukoff et Radkoff et au sous-lieutenant Simeonoff. La commission a constaté qu'il y a eu, malheureusement, des prêtres serbes tués dans ces deux régions (Niche et Zaïtchar) ; mais, comme dans le premier cas, elles ne peut, pour le moment, déterminer leur nombre et leurs noms... La commission a constaté que l'évêque serbe Vikentie et son diacre Tzvetko ont été tués en route dans les défilés de Katchanik. Certains indices portent à croire que la responsabilité pour ce crime incombe au sous-lieutenant Popoff Géorgi, du 24e bataillon d'étape, contre lequel est ouverte une poursuite judiciaire... Parmi les officiers inculpés et ci-dessus mentionnés, Ilkoff, Simeonoff et Popoff sont arrêtés. Le colonel Kalkandjieff est mort dans le train pendant son transfert de Varna à Sofia et Youroukoff a été tué dans les derniers combats ».

D'autre part, le député démocrate M. Takeff a déclaré le 10 août 1916 au parlement bulgare, à propos d'une rencontre avec le ministre de l'Intérieur :

« J'ai insisté surtout sur le fait que des conflits semblables découlaient principalement de ce qu'on désignait comme fonctionnaires de la police, dans les pays occupés par les troupes bulgares, de purs criminels retirés des cachots. Pour prouver ce que j'affirmais, j'ai jeté au nez du Ministre de l'Intérieur des photographies de quelques-uns de ces types, photographies munies des numéros des registres de prisons. Telles sont les personnes qui remplissent aujourd'hui les fonctions administratives dans la malheureuse Macédoine ».

Nous avons sous les yeux deux importantes enquêtes :

1° *Rapport de la Commission interalliée spécialement désignée pour constater les violations des Conventions de La Haye et du Droit international en général, commises de 1915 à 1918 par les Bulgares en Serbie occupée ;*

2° *Rapports et enquêtes de la Commission interalliée sur les violations du Droit des Gens com-*

mises en Macédoine orientale par les armées bulgares.

Le premier rapport contient douze chapitres, à savoir :

I. *Violations du réglement de la Convention IV de La Haye.* Les Bulgares ont massacrés des prisonniers de guerre ; on a coupé le nez, les oreilles, on a mutilé les visages des victimes avant de les achever ; d'après les registres de l'Hôpital militaire de Chtip, 114 soldats blessés ou malades en traitement ont disparus sans trace. Le 24 Février 1917 les aviateurs bulgares ont bombardé l'hôpital de Vertekop.

II. *Le Massacre de la Population civile.* Après l'entrée des troupes bulgares en Serbie, en automne 1915 un grand nombre de meurtres ont été commis par les officiers, les soldats, les comitadjis bulgares et plus tard par les autorités administratives. Le rapport contient à cet effet des noms, des dates et des précisions.

III. *Tortures.* Les meurtres ont été procédés de tortures, soit par haine, soit pour estorquer de l'argent, soit parce que les victimes proclamaient leur désir de rester serbes.

IV. *Viols.* Le rapport relate de nombreux cas de viols commis par les officiers, les soldats et les agents de police contre les jeunes filles et les femmes dans les pays occupés.

V. *Internements.* Le Gouvernement bulgare a pratiqué la déportation des prêtres, instituteurs, officiers, députés, etc., etc. Le préfet bulgare de Vrania, M. Dimitroff affirme lui-même que ces déportations ont été pratiqué même à l'égard des vieillards de 80 ans.

VI. *Impôts, Réquisitions et diverses Contributions.* Le Gouvernement bulgare a procédé à une exploitation révoltante des pays occupés. Des contributions et d'impôts très élevés ont été imposées aux malheureuses populations.

VII. *Pillages.* Le pillage a été, sous le régime bulgare, une pratique constante des autorités aussi bien militaires que civiles. Ce pillage a été effectué en grand pendant l'évacuation des territoires serbes.

VIII. *Corvées.* La population des pays occupés a été forcée de travailler dans les tranchées. construire les routes et les chemins de fer. Y étaient employées des femmes, des filles, des enfants.

IX. *Destructions et Incendies.* On a brûlé sous divers prétextes des nombreux villages. On cite entre autre : Alexandrovatz, Bama, Ratchka, Dobrodol, Ivankoula, Loukovo, Doïran, Valandovo, Monastir, etc., etc.

X. *Dénationalisation.* Les écoles et les églises ont été fermées,

les prêtres et les instituteurs pourchassés, les bibliothèques détruites, les cultes et les traditions interdites.

IX. *Atteinte à la Souveraineté de l'Etat.* Les lois serbes ont été remplacées par des lois bulgares. Les impôts ont été perçus suivant le régime fiscal bulgare. On a entravé les envois de la Croix-Rouge serbe. On a ordonné le recrutement force des sujets serbes.

IX. *Conclusions.* Le rapport conclu sur la base des documents et des témoignages irréfutables qu'il n'existe pas une clause du réglement de La Haye et pas un principe du droit international que les Bulgares n'aient violés au cours de leur occupation en Serbie.

Le Rapport de la Commission interalliée sur les violations du Droit des Gens commises en Macédoine orientale par les armées bulgares est encore plus édifiant, la situation de la Macédoine orientale étant particulière. Cette province ne fut pas conquise par les armées bulgares après des combats victorieux ; elle fut occupée sans lutte, avec le consentement, ou pour mieux dire, grâce à la complicité d'un gouvernement avec lequel les relations diplomatiques n'étaient même pas rompues. Cela n'a pas empêché les bulgares d'y commettre les pires monstruosités.

Le rapport contient plusieurs chapitres. Les documents attestant les crimes bulgares y sont joints.

« **Arrestations, Tortures, Terreurs.** Les autorités hellènes furent dès le début totalement méconnues ; sous prétexte de sécurité et de contre-espionnage, le commandement bulgare s'empressa de faire la chasse aux dirigeants du sentiment hellène et il répandit la terreur parmi la population par la brutalité du traitement infligé aux personnes arrêtées et emprisonnées. Les personnes incarcérées ont été sou-

mises à de véritables tortures : on les laissait sans nourriture, on leur appliquait la bastonnade, la mise au secret, etc., etc.

« **Corvées.** La population a été soumise à des corvées de travail qui constituent une grave atteinte au Droit des Gens.

« **Spoliations, Extorsions de sommes, Vols et pillages.** Le rapport fournit des nombreux documents et témoignages à ce sujet.

« **Famine.** A tous ces maux vint s'ajouter un fléau plus redoutable encore, résultat des intentions criminelles du Gouvernement bulgare : la *Famine*. Que la Macédoine orientale (province riche et fertile) ait souffert attrocecement de la faim et que plusieurs milliers de personnes aient succombé c'est un fait qui échappe à la discussion. Mais ce dont la commission d'enquête a pu se convaincre et ce qu'elle a tenu à mettre en lumière, c'est que cette famine destructive a été voulue, organisée, entretenue et exploitée par le commandement bulgare.

« **Viols.** Suivant les témoignages des habitants, peu de femmes au-dessus de quatorze ans ont échappé à la bestialité des occupants. Suivent des noms, des dates et des lieux.

« **Enlèvements d'Enfants.** Dans l'ensemble de la Macédoine orientale un certain nombre d'enfants ont été pris et envoyés en Bulgarie.

« Comme en Serbie, les Bulgares ont pratiqué dans la Macédoine orientale : les *impôts*, les *destructions*, les *déportations*, etc., etc., crimes attestés par de nombreux documents et témoignages ».

Le rapport, signé par les délégués : belges, français, anglais, grec et serbe, conclut :

« Comment qualifier un gouvernement qui fait preuve d'un esprit de dissimulation aussi profond, qui manque si facilement à sa parole, qui méconnaît les règles du Droit international et les principes les plus élémentaires du Droit des Gens, qui condamne au supplice des milliers de personnes inoffensives, qui n'hésite devant aucun moyen, si barbare soit-il, pour satisfaire ses appétits, sa cupidité et ses ambitions ?

« Nous nous contentons de dire qu'il est dangereux non seulement pour ses voisins immédiats mais encore pour l'Humanité civilisée tout entière.

« Il doit être condamné à la réparation du mal qu'il a causé, dans la mesure où cette réparation est possible. Quant au châtiment qu'il a mérité, il consistera surtout dans l'application des mesures propres à l'empêcher de renouveler ses entreprises criminelles ».

Les crimes bulgares sont attestés par la presse bulgare elle-même. Le livre du Dr Victor Kühne : *Les Bulgares peints par eux-mêmes* est particulièrement suggestif à ce sujet. Il contient des extraits de journaux de Sofia où l'on reconnaît officiellement les pillages, les déportations, les destructions, etc., etc.

Le bureau de presse serbe a en outre communiqué le 28 Mars 1917 ce qui suit :

« Les derniers déserteurs bulgares sont unanimes dans leurs aveux que la population dans la Serbie orientale se soulève contre les Bu-l

gares et organise des bandes révolutionnaires opérant dans les montagnes et les forêts. Ces révoltes résultent non seulement du recrutement forcé et de la réquisition forcée de tout, mais il faut chercher une des causes premières dans le régime inhumain bulgare ».

Le peuple serbe en avait assez. La confiscation des biens des émigrés, les réquisitions injustes et l'enrôlement forcé des Serbes dans l'armée bulgare, s'ajoutant à la famine produite par l'enlèvement de toutes les denrées alimentaires ont fini par exaspérer la population.

Au mois de février dernier 1917 les autorités militaires bulgares concevaient déjà certaines appréhensions et pour réprimer le mouvement dans son germe ordonnaient un nouvel internement de la population masculine. Cette mesure exécutée avec beaucoup de cruauté par les Bulgares obligea la population serbe de précipiter son action.

Dans les premiers jours du mois de mars, le 2 surtout, une émeute éclata à Prokouplié. L'émeute dégénéra en révolte ouverte. Un ancien capitaine, Kosta Voïnovitch, se mit à la tête du mouvement et des combats réguliers s'engagèrent dans la même journée. Les Serbes s'emparèrent des armes déposées par les Bulgares dans les magasins militaires. Le nombre des révolutionnaires augmenta d'heure en heure. Les premiers succès renforcèrent le mouvement. Les révolutionnaires s'emparèrent de Prokouplié, de Kourchoumlié, de Lebané, ainsi que de la plus grande partie du district de Laskovatz.

La repression des Bulgares fut terrible. Leur

vengeance se transforma en un désir de massacrer sans pitié. Les Bulgares se jetèrent alors sur le centre du mouvement insurectionnel. Un carnage en règle fut exécuté sans ménager les vieillards, les femmes et les enfants.

Voici le régime que les Bulgares avaient instauré dans les territoires serbes et grecs, momentanément occupés.

Et aujourd'hui, au moment où les plénipotentiaires bulgares viennent plaider non coupable, les grands conférenciers de la paix auront le droit de leur dire : « Messieurs les Bulgares, vous n'avez pas le droit à notre indulgence ! ».

LA DÉNATIONALISATION

Suivant nos renseignements, le dossier des plénipotentiaires bulgares à la Conférence de la Paix sera rempli d'un grand nombre de déclarations de « loyalisme » que les populations des régions serbes, grecs et roumaines, convoitées par les Bulgares, auraient adressées pendant l'occupation bulgare au gouvernement de Sofia, et proclamant « librement » leur attachement à la Bulgarie.

Et bien, oui ! Il est vrai que des déclarations de « loyalisme » ont été faites au gouvernement bulgare par certaines populations... Mais il n'est pas moins vrai que ces déclarations ont été arrachées par la violence largement pratiquée dans les pays occupés. Les documents que nous avons recueillis à ce sujet nous donnent parfaitement raison.

Aussi bien en Macédoine qu'en vieille Serbie et en Thrace, les populations visées n'ont jamais eu l'intention de devenir bulgares. Les signatures de « loyalisme » que l'on a recueillies, les dépêches que l'on a envoyées, les meetings que l'on a organisés n'ont pu l'être que grâce à l'emploi de la force armée ; tout

le mouvement a été organisé par les préfets, exécuté par les gendarmes, au milieu d'une terreur inouïe et d'une violence qui dépasse les bornes de l'imagination.

J'ai sous les yeux quelques documents officiels qui montrent de quels procédés bas use le Gouvernement bulgare pour démontrer le caractère « bulgare » des contrées envahies.

Dans une circulaire adressée aux Préfets dans la Macédoine occupée par les troupes du Tsar Ferdinand, le Ministre de l'Intérieur dit (20 octobre 1917) :

« Il appartient aux organes de l'Administration de purifier les provinces macédoniennes de tout élément étranger, y créant ainsi une atmosphère essentiellement bulgare, même au risque d'un démembrement complet de ces contrées... Les notabilités et les chauvins serbes qui refusent de reconnaître leur origine « bulgare » doivent être envoyés à Sofia sous bonne escorte... »

Pour terminer, la circulaire rappelle aux Préfets qu'ils sont tenus personnellement responsables pour la moindre concession accordée à qui que ce soit.

Le 28 du même mois, le Ministère de l'Intérieur (la dépêche porte la signature de M. Arnaoudoff, probablement le Secrétaire général du dit Ministère) télégraphie au Préfet de Constantza (Dobroudja roumaine) :

« Un convoi de soixante gendarmes, détachés de la police de Sofia, sont envoyés aujourd'hui pour assurer le succès du meeting ».

Il s'agit d'un meeting organisé par le Comité « Dobroudja », subventionné et entretenu par le Gouvernement bulgare ; soixante gendarmes sont envoyés en hâte pour assurer le succès du meeting. Cela veut dire que soixante gendarmes

de plus, munis de fouets, amèneront sur la place publique la malheureuse population roumaine pour qu'elle crie « Vive la Bulgarie » et vote des résolutions d'attachement à la « Mère Patrie ».

Le 4 novembre, le Sous Préfet d'Ochrida informe le Ministre de l'Intérieur que des réunions clandestines ont eu lieu dans la région et que le mouvement antibulgare prend des proportions menaçantes.

« Dans une autre circulaire adressée le même jour aux Préfets en Macédoine et en vieille Serbie (numéro 1387, du 4 décembre 1917), le Ministre de l'Intérieur ordonne que la terminaison « itch » des noms serbes soit remplacée par la terminaison « off » qui caractérise les noms bulgares ».

Enfin — et pour comble — le Sous-Préfet de Prilep télégraphie le 3 décembre à Sofia :

« Concours autorité militaire trop faible. Avons recueilli seulement deux cents signatures... ».

Que signifie cette dépêche ? Voici :

Quelques jours avant la réunion de la conférence de Brest-Litovsk, le Gouvernement bulgare a ordonné aux Préfets des pays envahis de recueillir à tout prix, et en ne reculant devant aucun moyen, des signatures, — témoignages d'attachement et de fidélité à la Bulgarie, une sorte de plébiscite, quoi.... Le Sous-Préfet de Prilep — localité de vingt mille habitants — ne demandait qu'à obéir à l'ordre reçu ; malheureusement, il lui manquait un concours militaire suffisant, et avec ses gendarmes il n'a pu recueillir que deux cents signatures. Sur vingt mille habitants — deux cents Bulgares,

ce n'est pas trop!... Malheureux Préfet..... qui sait quel sort aura été le sien, depuis!....

Le 13 octobre 1917, le Ministre de Bulgarie à Berlin, M. D. Rizoff, télégraphiait à Sofia :

« Sur l'invitation de von Kuhlmann, je me suis présenté aujourd'hui, accompagné de Nikyphoroff (?), à l'office des Affaires Etrangères où le Secrétaire d'Etat, en présence du baron Rosenberg, m'a donné lecture de la communication suivante :

« Il est probable qu'un changement du Gouvernement en Russie nous amènera à des pourparlers de paix séparée avec la République Russe. En prévision de cette éventualité, nous avons déjà envisagé les principes démocratiques (*sic*) sur lesquels peut être basée cette paix, prenant naturellement en considération l'état d'esprit qui règne en Russie. Il est certain que nous n'avons aucune intention de léser le peuple bulgare dans ses intérêts vitaux, mais il est de notre devoir de faire comprendre à Sofia que notre tâche, dans la défense de la cause bulgare, sera grandement facilitée si le Gouvernement bulgare se préoccupe activement d'imposer, surtout dans le camp ennemi, l'idée du caractère bulgare des provinces convoitées par lui. Le Gouvernement impérial a toujours estimé que les revendications bulgares sont parfaitement justes, mais il est des questions dont un seul jugement, fût-il celui de Berlin, ne saurait suffire pour en faire accepter la légitimité. Il est donc nécessaire de faire parler les populations elles-mêmes de la Macédoine et de la Dobroudja. Le Gouvernement impérial

estime en outre que les dirigeants bulgares se rendent compte de la transformation graduelle de la guerre en lutte de principes et qu'il serait dangereux de ne pas arranger d'avance le problème des nationalités, conformément à ces principes. Cette communication est faite dans le seul intérêt de la Bulgarie, qui détient le pouvoir dans les provinces envahies et qui a toute liberté pour s'en servir énergiquement.

« J'ai demandé au Secrétaire d'Etat une copie de la communication, ce qui me fut accordé immédiatement. Avant de nous séparer, je lui ai exprimé mon étonnement de voir le Gouvernement impérial suggérer — par une communication verbale — une idée de cette importance, sans les moindres renseignements sur les faits qui ont provoqué cette intervention subite. Le Secrétaire d'Etat m'a répondu que le Gouvernement bulgare appréciera très prochainement les sentiments élevés qui ont engagé le Gouvernement impérial à nous donner l'avertissement qui se dégage de la communication faite. RIZOFF ».

Ce document parle de lui-même.

En prévision de pourparlers de paix avec la Russie, le Gouvernement impérial conseille au Gouvernement bulgare « de faire prouver », par le pouvoir qu'il exerce en Macédoine et en Dobroudja et dont il a « toute liberté pour se servir énergiquement », le caractère bulgare de ces contrées. Le Gouvernement bulgare avait compris. Il savait déjà que l'extermination des peuples serbe, grec et roumain était le seul moyen de démontrer le caractère « bulgare » des provinces convoitées. Mais il paraît que

malgré le régime de terreur, de persécutions et d'assassinats, malgré la monstrueuse inquisition, le peuple serbe et le peuple roumain n'avaient nullement l'intention de renier leur origine. Le Gouvernement impérial s'en était aperçu... Et c'est alors qu'il ordonna des mesures plus énergiques pour faciliter sa tâche dans la défense de la cause bulgare. Nous savons ce qui s'est passé depuis. En dehors de l'extermination systématique des éléments serbes, grecs et roumains, le Gouvernement bulgare a envoyé des gendarmes pour organiser des meetings et recueillir des dépêches et des signatures affirmant la volonté des populations de la Macédoine et de la Dobroudja de rester « bulgares ».

Ces dépêches ont fait le tour du monde. Mais le monde civilisé ne s'y laisse pas prendre. Le monde civilisé connaît les crimes que le Tsar Ferdinand et son Gouvernement avaient ordonnés contre les malheureuses populations serbe, grecque et roumaine. Le cri douloureux de ces populations a retenti à travers le monde et dans ce cri, l'humanité tout entière a reconnu la voix des Serbes, des Grecs et des Roumains répudiant la honteuse domination bulgare.

LES BULGARES ET SES VOISINS

La Bulgarie se présente à la Conférence de la paix avec un programme impérialiste tel qu'il aurait fait rougir le pire des impérialistes allemands. Nous avons, en effet, sous les yeux plusieurs mémoires bulgares relatifs aux aspirations de la Bulgarie que le Gouvernement de Sofia avait présenté officieusement à la Conférence de la paix. La Bulgarie battue à platte couture refuse aujourd'hui non seulement de céder les territoires étrangers qu'elle possède en dépit de tout droit mais réclame encore l'amputation de la Serbie, de la Grèce et de la Roumanie afin que la plus grande Bulgarie puisse s'étaler depuis le Danube jusqu'à la mer Egée et depuis Strouga jusqu'à la mer Noire. Les plénipotentiaires bulgares ont la mission de demander pour leur pays toute la Macédoine serbe et grecque, la vallée de Morava et la Dobroudja jusqu'à l'embouchure du Danube. Est-il besoin de dire que ces prétentions bulgares constituent une simple folie, prouvant au monde que la Bulgarie n'a rien appris de la guerre ? Est-il besoin de dire que malgré la défaite, l'âme bulgare est restée la même et qu'aujourd'hui plus qu'hier, la Bul-

garie compte imposer son hégémonie sur les Balkans ?

Pauvre Bulgarie !...

Après avoir fait cause commune avec les Empires Centraux pour combattre avec acharnement les puissances du Droit, après avoir massacré, pillé, saccagé et dévasté les pays se trouvant un moment sous son autorité, après avoir été battue par les armées alliées, la Bulgarie ose demander..... des récompenses.

Non ! L'honneur des alliées s'y oppose. On ne récompense pas le crime et la trahison.

Et la Conférence de la paix fera œuvre de justice en ne refusant pas aux peuples balkaniques une rectification, en leur faveur, de la frontière bulgare. Aussi bien la Serbie, que la Grèce et la Roumanie ont besoin de rentrer en possession des régions qui, ethniquement, leur appartiennent et que le traité de San-Stefano avait injustement accordé à la Bulgarie.

Ces pays sentent, en outre, la nécessité de se préserver d'une future agression bulgare.

L'auteur de ce livre a pu s'entretenir avec des personnalités les plus marquants de la politique serbe, grecque et roumaine. En voici le résumé de leurs déclarations qui indique le point de vue des peuples balkaniques vis-à-vis de la Bulgarie.

M. Protitch, Président du Conseil serbo-croato-slovène a déclaré :

« La question bulgare ne se pose pas pour nous. La Bulgarie nous a attaqué lâchement et fit cause commune avec les Empires Centraux. Au cours de la guerre elle a soumis notre peuple et notre pays

à un régime de terreur et de persécutions sans égal dans les annales de la grande guerre. Nous avons donc droit d'espérer que le règlement final de notre litige avec la Bulgarie nous préservera d'une future agression bulgare. C'est le sens même de la demande de rectification de la frontière bulgare en notre faveur que nous avons présentée à la Conférence de la Paix ».

M. Pachitch, chef de la Délégation yougoslave au Congrès de la Paix :

« La Bulgarie a fait cause commune avec nos pires ennemis. Elle a commis des crimes dont vous connaissez la monstruosité et que vous avez combattus vous-mêmes. Elle doit donc être punie, ne fût-ce que pour sauvegarder les principes de la justice, sans laquelle il n'y a pas d'ordre social possible. Certes, nous ne voulons pas l'anéantissement de la Bulgarie. Mais ayant essuyé, à plusieurs reprires, ses lâches agressions, nous avons le droit de nous entourer de garanties sérieuses pour l'avenir.

« Quand je pense à tout ce que nous avons fait pour amener la Bulgarie à de meilleurs sentiments, quand je songe aux sacrifices que nous avons consentis pour empêcher la funeste alliance entre la Bulgarie et la Prusse, eh bien, je suis convaincu aujourd'hui que la Bulgarie est incorrigible... ».

M. Vesnitch, Ministre du royaume Serbo-Croato-Slovène à Paris, explique brièvement la nécessité d'une rectification de la frontière bulgare :

Nous réclamons une rectification de notre frontière avec la Bulgarie. Elle s'impose autant du point de vue ethnique et politique qu'au point de vue stratégique. Pour des motifs qu'il serait loisible de discuter actuellement, la Russie a énergiquement favorisé les Bulgares au détriment des Serbes, en 1878. Aux lèvres de Bismarck vint alors la fameuse boutade : « La paix du monde dépend-elle donc des frontieres serbes ? » Il ne se rendait pas compte, en effet, combien à la paix du monde, il importait que ces frontières fussent aussi justes que possible, puisque elles n'ont pas cessé d'être une

cause de friction et de conflits entre les deux peuples. Le Congrès de Berlin n'a pas voulu tenir compte des 16.000 signatures de ceux qui demandaient, se sentant Serbes, l'union à la Serbie. D'autre part, on sait les ambitions impérialistes des Bulgares ainsi que la versatilité de leur politique. Depuis leur affranchissement par les armes étrangères (russes, serbes et roumaines), les Bulgares ont suivi successivement la politique russe, anglaise, turque, balkanique, pour se lier définitivement avec les Empires Centraux, contre leurs bienfaiteurs et leurs meilleurs amis de la veille. Il est à esperer, pour l'honneur du genre humain, que la felonie bulgare puisse rester sans exemple. Mais il serait, d'autre part, monstrueux pour elle de sortir de cette guerre sans avoir subi les conséquences de sa trahison. La délimitation actuelle doit réparer les fautes commises au traité de Bucarest (août 1913) et qui ont permis a la Bulgarie de rendre la voie ferrée Belgrade-Salonique impraticable aux Alliés. D'autre part, la ligne Bordeaux-Odessa, passant par la Serbie et la Roumanie, doit être mise hors d'atteinte de l'interception bulgare.

Le grand homme d'Etat Hellène, M. Vénizelos a exposé à notre éminent confrère M. Léon Maccas, les aspirations grecques relativement à la Thrace :

« **La question de Thrace** *ne se pose pas moins nettement. Les Bulgares, qui n'y sont qu'au nombre de 112.174, reconnaissaient si bien le caractère grec de la Thrace que, lorsqu'en 1912, il devint nécessaire de collaborer en vue des élections contre le programme de turquisation du Comité Union et Progrès, il fut entendu entre Grecs et Bulgares, sous les auspices du Patriarcat œcuménique et de l'exarchat bulgare, que leur coalition soutiendrait en Thrace sept candidats grecs contre un seul candidat bulgare.*

« Suivant le tracé » de la frontière que je proposerai à la Conférence, 69.000 Bulgares à peine seraient incorporés à la Grèce, alors que même abstraction faite du vilayet de Constantinople, 366.000 grecs seraient ainsi libérés.

« La Bulgarie gardera ses débouchés sur la Mer Noire. Elle n'a aucun droit de conserver la partie occidentale de la Thrace, dont elle s'est rendue maîtresse en 1913 et qui lui a donné une issue sur la Mer Egée. Cette partie de la Thrace est en effet tout, sauf bulgare : c'est un pays dont l'intérieur est turco-grec et dont les côtes sont purement helléniques. Y maintenir la Bulgarie se serait la laisser créer des bases de sous-marins destinées à compromettre en grande partie l'œuvre de notre défense nationale future.

« Nous sommes disposés à lui accorder un passage commercial à travers nos territoires du littoral. Elle sera ainsi dans la même posture que la Bohême, que l'Autriche allemande et que la Hongrie. Ce ne sera donc pas là pour elle un régime d'exception.

« Et notez-bien que je ne fais ici aucune distinction en sa défaveur, comme j'aurais dû le faire en prenant en considération son attitude et ses velléités d'hégémonie qu'aucune solution transactionnelle ne saurait jamais satisfaire.

« Vous savez pourtant que la politique suivie par le Tzar Ferdinand fut la politique de tous les Bulgares. A l'exception des socialistes « étroits », tous les partis politiques bulgares applaudirent aux tentatives faites pour établir la domination absolue de Sofia sur les Balkans. Sa propagande, pour légitimer cette monstrueuse prétention, avait mis en relief l'organisation militaire des Bulgares. Or, ces derniers furent battus complètement et en 1913 et en 1918. Leur population totale ne dépasse pas, d'autre part, les 4 millions et demi. Dès lors, pourquoi auraient-ils le moindre droit à la prépondérance balkanique ?

« Notre attitude de conciliation vis-à-vis de la Bulgarie, observée jusqu'en 1915 même, est bien connue. Vous savez comment nous en fûmes récompensés. Nous ne pouvons plus continuer, qu'en trahissant nos droits les plus sacrés et nos intérêts les plus vitaux. Personne n'a le droit de faire, au détriment de la justice la plus élémentaire, un sentimentalisme politique maladif ».

M. Politis, l'éminent Ministre des Affaires étrangères de Grèce a bien voulu honorer l'auteur de ce livre d'une audience prolongée :

« J'estime, a déclaré M. Politis, que la mentalité bulgare n'a point changé depuis les évènements de l'automne dernier et que ce serait une grave faute que de croire la Bulgarie capable de revenir à de meilleurs sentiments surtout si l'on se montrait indulgent envers elle. Les Bulgares interprêteraient même cette iudulgence comme une faiblesse et y puiseraient un nouveau courage pour poursuivre leurs desseins d'hégémonie sur les Balkans.

« Je suis loin de demander l'anéantissement de la Bulgarie et de prêcher la haine contre le peuple bulgare quoique sa conduite dans la guerre n'ait été qu'une chaîne de crimes et de violations du droit des gens. Je demande seulement que justice soit faite, que la Bulgarie rentre dans les limites de ses frontières ethniques, que les territoires grecs qu'elle occupe en dépit de tout droit, en Thrace et ailleurs, soient rendus à la Mère-Patrie. C'est seulement par une politique de justice que l'on pourrait ouvrir les yeux du peuple bulgare ; c'est seulement par une sévère application de cette même justice que d'ici dix ans, quinze ans, la néfaste politique macédonienne pourrait disparaître et que la population bulgare, qui est essentiellement agricole, pourrait se rendre à l'évidence pour s'adonner à un travail paisible, en dehors de toute préoccupation impérialiste. Alors, et senlement alors, nous verrons si il y a lieu d'éta-

blir un système d'alliance balkanique propre à restaurer le bloc des peuples des Balkans ».

Enfin un jeune diplomate grec, M. Rentis, chef du Cabinet politique auprès de la Délé-hation Hellénique au Congrès de la paix, a déclaré dans une interview accordée au directeur de *La Revue des Balkans*, que les peuples balkaniques qui ont lutté aux côtés de l'Entente ont le devoir de vivre unis et de veiller à ce que des troubles nouveaux ne se produisent plus dans les Balkans. « C'est à ces peuples, a ajouté M. Rentis, qu'il appartient de conjurer le péril bulgare ».

Oui, il appartient aux peuples balkaniques de conjurer le péril. Car le péril bulgare subsistera tant que la Bulgarie aura des forces suffisantes pour se réorganiser militairement jusqu'au jour où une nouvelle agression contre ses voisins lui paraîtrait possible.

Malgré le camouflage démocratique dont on cherche à s'entourer à Sofia, la Bulgarie impérialiste vit toujours et si aujourd'hui la Conférence de la paix ne tue pas le mal bulgare dans son germe nous ne pourrons pas considérer l'ère des guerres et des troubles comme définitivement close.

« Les alliés, a écrit à l'auteur de ce livre l'éminent écrivain et homme politique serbe, le Dr Lazar Markovitch, doivent se guérir de l'illusion de pouvoir corriger en quelques semaines un peuple déséquilibré et avili par toutes sortes de circonstances fortuites et voulues. Ce qui importe, c'est de marquer ce peuple bien

distinctement et d'élever entre lui et ses voisins, non seulement un cordon militaire, mais aussi un cordon moral. Ce n'est qu'à cette condition qu'on pourra résoudre le problème bulgare : par une purification venant du dedans et ayant pour objet de faire du peuple bulgare un membre supportable de la communauté internationale. C'est sûrement le seul désir que nous pouvons exprimer au sujet de l'avenir de nos rapports avec la Bulgarie. En disant cela, nous croyons exprimer le sentiment général de tous les Serbes. Quant à ceux, parmi nos Alliés, qui nourrissent encore quelques sympathies pour la Bulgarie, le meilleur moyen d'aider le peuple bulgare consiste précisément dans cette leçon qu'ils doivent leur donner pour les déterminer à devenir un peuple moins agressif et moins criminel ».

SI LES BULGARES ÉTAIENT VICTORIEUX

Le gouvernement bulgare et sa propagande s'adressent aujourd'hui au monde civilisé et demandent que le règlement final de la question bulgare ne soit inspiré d'aucun sentiment de haine. Ils demandent justice et non pas de châtiment, stupidement convaincu que la justice est de leur côté.

Nous aussi nous ne demandons que l'application stricte de la justice envers la Bulgarie, car nous savons, des documents en mains, que le droit et la justice demandent l'enlèvement à la Bulgarie des territoires sur lesquels elle n'a jamais eu des droits ni ethniques, ni historiques, ni même géographiques. Nous pouvons aussi rassurer les Bulgares que les Alliés ne s'inspireront dans leur jugement d'aucun sentiment de haine, quoique la conduite bulgare durant la guerre ait mérité les foudres de la colère humaine.

Ceci dit, il serait bien instructif de faire connaître au public ce que les Bulgares auraient fait si la victoire avait souri aux armées du tsar Ferdinand.

Kambana du 9 octobre 1917, écrivait ceci :

« *La Serbie n'existe plus aujourd'hui et jamais le royaume de Serbie ne sera reconstitué* ».

Le même journal s'écriait le 26 octobre, au sujet de la Roumanie :

« **Extermination ! Extermination radicale !...** *Ce peuple poltron ne mérite pas la vengeance mais l'anéantissement. Non pas à cause de ses péchés dans le passé et le présent, mais afin d'assurer l'avenir prospère de l'humanité, le développement normal de l'histoire. Ce peuple doit disparaître de la surface terrestre, comme la gangrène disparaît du corps.* **Il faut de nouveau brandir le glaive d'Attila et de Tamerlan pour épurer la plaine du Danube** *de ces héritiers des Catulle romains devenus des crapules. Extermination ! Christ lui-même n'a-t-il pas dit qu'on doit brûler au moment opportun les mauvaises herbes d'un champ pour que plus tard elles n'étouffent pas et n'anéantissent pas les bons épis* ».

La *Frankfurter Zeitung* du 12 septembre, commentant les entrevues de Ferdinand de Cobourg avec Enver Pacha et le Kaiser, souligne **la probabilité que la Bulgarie devait être d'accord avec l'Allemagne et avec l'Autriche-Hongrie sur la question du partage de la Serbie.**

Dans une dépêche adressée au tsar Ferdinand, le métropolite bulgare Methode a dit :

« **L'esprit saint est avec nous. Voilà pourquoi les Serbes, les Anglais et les**

Italiens mourront par l'épée de nos soldats ».

Lorsque les Allemands ont proclamé la guerre sous-marine à outrance, le peuple bulgare tout entier salua avec joie et enthousiasme cette nouvelle arme qui « fera triompher leur cause ». Les protestations du monde civilisé ne trouvèrent aucun écho chez les bulgares. Au contraire, à ceux des pays neutres qui voulaient protester contre la piraterie allemande, les Bulgares adressèrent cet avertissement (*Narodni Prava* du 5 février 1916) :

« **S'il se trouve un pays neutre pour protester contre la guerre sous-marine à outrance, et bien, ce pays-là sera puni comme il le mérite, le jour de notre victoire ».**

Le député bulgare Daskaloff a prononcé le 7 février 1917, au Parlement bulgare, un violent discours contre les puissances de l'Entente. Le représentant du peuple bulgare a dit :

« La paix vient, notre victoire s'affirme, demain nous serons les maîtres des Balkans. Ni les Serbes, ni les Grecs, ni les Roumains ne peuvent exister comme nations indépendantes. C'est nous qui dirigerons leur politique et leur avenir. Par des conditions draconiennes que nous allons leur infliger, ces perfides voisins ne seront que l'ombre de ce qui fut autrefois la Serbie, la Roumanie et la Grèce. Leurs biens nous appartiendront et nous en disposerons à notre guise... ».

Enfin l'organe du gouvernement bulgare *Narodni Prava* du 19 mai 1917 donne ce précieux

conseil à ses plénipotentiaires (à une époque où l'ou croyait à la victoire bulgare).

« Il se peut que les diplomates bulgares soient bientôt obligés de donner leurs avis devant la grande Conférence de la paix qui aurait à liquider la guerre. On discutera et on arrêtera les formules définitives, quant à l'avenir de la Serbie et à nos relations avec les Etats voisins. *Dans ces questions, surtout dans la question du sort de la Serbie, nos diplomates doivent être avisés, mais avant tout sévères et inoxérables. Il faut mettre de côté tout sentimentalisme, toute considération d'humanité et toute faiblesse de cœur* ».

Nous ne pouvons que recommander aux conférenciers de la paix les conseils du journal bulgare.

Que les conférenciers de la paix soient implaquables. Car, suivant un écrit de 1917, dû à la plume de M. Stéphen Pichon, aujourd'hui Ministre français des Affaires étrangères, sur le cercueil de ce qu'il prétendit être la Grande Bulgarie, comme sur le caveau où reposera son Tsar avec la Couronne Impériale qui n'aura jamais recouvert son crâne, personne ne déposera ni fleurs, ni couronnes, parce que personne ne regrettera la débâcle de l'orgueil, du parjure et de la trahison.

Léon SAVADJIAN,
Directeur de *La Revue des Balkans*.

IMPRIMERIE P. GRANCHAMP
RUE DES USINES - ANNEMASSE

DU MÊME AUTEUR :

La Bulgarie en Guerre, préface de Maurice MURET et une lettre de Georges FAZY - Genève - GEORG et Cie, Editeurs.

Je Dénonce ! préface de Fernand DAVID, député, ancien ministre -- Annemasse - P. GRANCHAMP, Editeur.

Alexandre Malinoff, Les Complices du Tsar Ferdinand. P. GRANCHAMP, Editeur.

La Bulgarie à la Conférence - - - - - - - de la Paix

Edition de la " Revue des Balkans "
